



CERIZ

Société par actions simplifiée au capital de 3000 euros

Siège social : 16 rue Ampère, PONTOISE (95300)

RCS PONTOISE 808 558 415

Réponse à consultation ARCEP Territoires de Saint-Barthélemy et Saint-Martin

Préambule

La présente réponse à consultation est déposée au nom de la société CERIZ, agissant en groupement pour les COM Saint-Barthélemy et Saint-Martin sur des sujets connexes.

Elle n'engage pas la responsabilité des COM, qui seront libres d'en endosser les présents propos par courriers ultérieurs.

Le but de cette réponse est de refléter une analyse de l'état du marché effectuée in-situ du 20 février au 21 mars 2024 dans le cadre d'une mission d'étude commandité par la COM Saint-Barthélemy à la société Cap Hornier, titulaire du groupement sur le marché de prestation en cours.

Introduction

L'Autorité de Régulation des Communication Électroniques, des Postes et de la Distribution de la Presse (ARCEP) ouvre à consultation publique le « Projet d'annexe à la décision proposant les modalités d'attribution de fréquences dans les bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2,1 GHz à Saint-Barthélemy et Saint-Martin ».

CERIZ propose cette réponse au nom des COM de Saint-Barthélemy et Saint-Martin. Cette réponse ne comporte aucune information couverte par le secret des affaires.

Tout d'abord, les COM s'étonnent de ne pas avoir été explicitement notifiées de l'ouverture de la présente consultation, et d'avoir à cette occasion pris connaissance de décisions antérieures qui ne leur ont pas été notifiées, et pour lesquelles elles n'ont pas non plus été consultées explicitement & préalablement.

Les spécificités d'aménagement numérique d'un territoire soumis à des contraintes extrêmes ne devraient pas permettre la moindre décision unilatérale sans consultation ou autorisation des services territoriaux compétents.



I. Spécificités territoriales

Les territoires de Saint-Barthélemy et Saint-Martin sont soumis à des risques sismiques et à des événements climatiques extrêmes.

L'aménagement des sites mobiles doit tenir compte des contraintes suivantes :

1. Rareté du foncier

La taille des îles et la faible liquidité du marché foncier limitent les opportunités d'installation de sites mobiles. Chaque opportunité de développement doit être valorisée au travers d'une mutualisation au bénéfice d'une meilleure qualité de service de tous les réseaux.

2. Prise au vent

Avec des records de vents à plus de 300km/h, une considération particulière doit être portée à la prise au vent des ouvrages. Des supports plus robustes, de hauteur limitée et portant des antennes partagées doivent être imposés.

3. Contraintes de couverture

Le relief crée des zones d'ombre pour la couverture. Une étude approfondie est nécessaire afin d'établir la faisabilité technique et économique d'un déploiement portant sur des objectifs supérieurs à 90% de la population et de la totalité du réseau routier principal et secondaire. Elle est un préalable nécessaire à toute décision future en termes d'attribution et de mutualisation.

Les collectivités gagneraient à solliciter de l'expertise de l'ANFR et de l'ARCEP leur soutien à une analyse approfondie sur le terrain.

4. Complexité des déploiements

La faible accessibilité routière de certains sites existants ou désirables augmente significativement les coûts de déploiements et allonge grandement les délais de réparation ou reconstruction.

II. Spécificités du marché

1. Taille et valeur

Le marché domestique de 32 000 habitants pour Saint-Martin et 11 200 habitants pour Saint-Barthélemy, dont le PIB par habitant est de moins de 50% de celui de la métropole pour Saint-Martin, peine à produire suffisamment de valeur pour couvrir les coûts de quatre déploiements qualitatifs en parallèle.

Une part non négligeable des recettes des réseaux devrait provenir du *roaming* international, or les données ne nous sont pas actuellement accessibles.



2. Contexte international

L'île de Saint-Martin étant partagée entre deux gouvernements, le partage du spectre est encadré par un accord dont il serait pertinent d'actualiser les modalités.

Par ailleurs, touristes comme habitants sont amenés à passer très régulièrement d'un côté à l'autre, ainsi l'harmonisation des modalités d'itinérance, à minima gratuite pour les forfaits locaux et nationaux, doit être garantie.

Pour Saint-Barthélemy, il est crucial de prendre en compte l'agressivité des accroches radio des îles néerlandaises proches, occasionnant des mouvements d'itinérance indésirables.

Nous souhaitons qu'il soit envisagé une généralisation de l'itinérance gratuite entre les îles au moyen des interconnexions portées par CaribIX et la Caribbean Telecommunication Union.

3. Contraintes opérationnelles

Le faible nombre de techniciens et ingénieurs qualifiés disponible sur les îles et dans la région ne permet pas de maintenir quatre réseaux à un niveau de qualité comparable aux standards métropolitains.

III. Sécurité et sûreté

1. Criticité en situation de crise

Les réseaux mobiles doivent garantir un service minimal à tous les occupants de l'île en toutes circonstances, ainsi que de permettre l'alerte aux populations et la continuité de l'accès aux secours.

2. Dépendances externes

Certains éléments de réseau, notamment les passerelles de service, passerelles IP et routage téléphonique ou portabilité sont hébergés sur d'autres îles. En cas de perte des câbles sous-marins aucune communication entre opérateurs licenciés sur les îles n'est possible. L'attribution de nouvelles licences doit impérativement y palier.

3. Résilience

La reconstruction des réseaux après les deux derniers événements météorologiques extrêmes a été longue faute de mutualisation et d'harmonisation suffisante au maintien de stocks de secours sur l'île.

IV. Positions et recommandations

1. Niveau de mutualisation

La mutualisation passive doit être imposée à tous les opérateurs au niveau des éléments rayonnants.



L'utilisation de coupleurs passifs est le minimum de mutualisation acceptable.

La mutualisation active est souhaitable. La majorité des îles doit être couverte par deux opérateurs, avec des extensions de couverture optionnelles et ciblées partagée entre deux réseaux.

La définition des zones de mutualisation passive à deux opérateurs et active à un seul opérateur d'infrastructure doit être concertée et arbitrée par la collectivité.

La poursuite d'un modèle de concurrence par les infrastructures à trois ou quatre opérateurs n'est pas viable, la proposition d'attribution formulée dans la consultation doit donc être revue.

2. Harmonisation et standardisation

Les équipements déployés sur les îles, à minima les éléments passifs, doivent être standardisés afin de maintenir un stock local permettant de réduire les délais de réparation.

3. Pertinence des acteurs

Le bon fonctionnement des réseaux et la bonne couverture mobile de l'île revêtent une importance vitale.

La qualité perçue des services des opérateurs privés est médiocre à faible.

Des investissements sont réalisés par certains, sans concertation ni alignement des plannings ou objectifs.

Les collectivités demandent à ce que toute évolution future soit concertée localement. Elles étudient l'opportunité et la nécessité de se pourvoir comme opérateur d'infrastructures actives mutualisées.

Jérôme NICOLLE